

## ECONOMIE

## L'appétit de l'agroalimentaire alsacien pour l'innovation

Nouveaux produits, nouveaux saveurs, nouvelles marques : un vent d'innovation souffle sur l'agroalimentaire alsacien. Et ça ne date pas d'aujourd'hui.

Sur le thème « l'Alsace, food label de demain ? », les entreprises agroalimentaires ont échangé sur le thème de l'innovation vendredi à la brasserie l'Espérance Heineken à Schiltigheim. De la bière aromatisée Desperados, un best-seller né ici en 1995, aux sauces ketch'oh légumes d'Idhea inspiré du ketchup en passant par les liqueurs et les sprays au basilic ou à la coriandre de la distillerie Massenez, les entreprises du secteur déploient une intense créativité. Elles surfent sur les nouvelles tendances « du mieux manger ».

## Un potager électroménager encastrable

Petit nouveau dans le monde de l'innovation, le start-upper Antony Thirion a présenté son pousse-légumes, un potager électroménager encastrable dans la cuisine. Ce carré de culture hors sol de la taille d'un lave-vaisselle permet de faire pousser aromates, jeunes pousses, mini-légumes et fleurs comestibles de manière rapide et économique, grâce à un système d'hydroponie

(liquide nutritif). Il est destiné d'abord aux restaurateurs, mais son créateur a fait une version pour les particuliers. Le pousse-légumes n'est pas encore sur le marché, mais il intéresse déjà l'export et les cuisiniers. Une pré-commande est prévue en 2019 pour une commercialisation en 2020.

L'innovation est créatrice d'emploi. Avec le réveil et la diversification du marché de la bière, la brasserie de Schiltigheim a investi près de 10 millions dans une nouvelle ligne de conditionnement. Et elle a recruté 39 personnes cette année portant son effectif à 248 salariés. Pascal Sabrié, président d'Heineken France, un des organisateurs de la table ronde, a profité de cet échange pour inciter les agriculteurs à se lancer dans la culture de houblon. Le transformateur de céréales Tereos a mis au point un substitut de viande, à base de blé et de pois chiches. L'unité de fabrication de ce « sauté végétal » à Marckolsheim va passer de 15 à 25 personnes avec une production. On s'équipe pour répondre à une forte demande », a annoncé Andreas Redl, responsable développement de Tereos. L'objectif du site, a-t-il précisé, est de sortir 8 millions de portions de 100 grammes de cette spécialité aux protéines végétales.

I.N.

## CHÂTENOIS

## Jérôme Wirotius quitte la présidence d'Hartmann France

Président de la filiale française du groupe Hartmann depuis mai 2017, Jérôme Wirotius a quitté l'entreprise cette semaine. L'interim est mené par Rémy Thirion. L'annonce a été faite officiellement par le groupe allemand basé à Heidenheim. Leader du marché de l'incontinence auprès des professionnels du secteur médical, la filiale, dont le siège social est installé à Châtenois (Bas-Rhin), a annoncé en début d'année un investissement de

13 millions d'euros pour l'installation de deux nouvelles lignes de production et d'une partie du matériel dans son usine implantée sur la zone industrielle de Bois l'Abbesse à Lièpvre. Ce site emploie 450 personnes. La filiale française représente 20 % de l'activité du groupe sur un chiffre d'affaires de 390 millions d'euros. La filiale avait recruté 200 personnes en 2017 et prévoyait d'en embaucher autant cette année.

## EDUCATION

## Ça rame dans l'espace numérique de travail

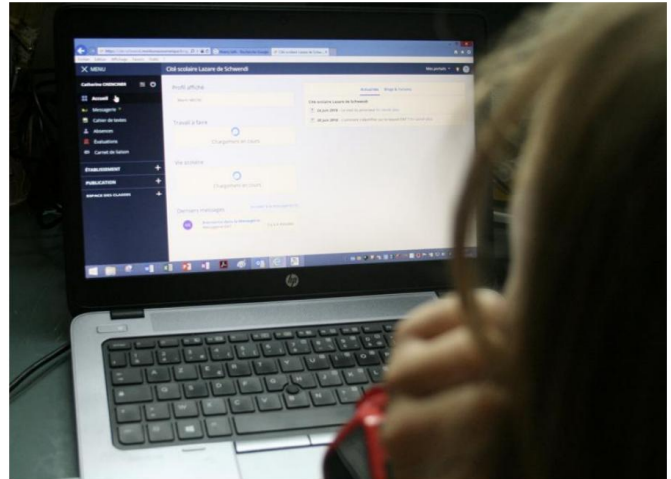
Le nouvel espace numérique de travail (ENT) des collèges et des lycées, installé à la rentrée dans toute la région Grand Est, connaît des difficultés de fonctionnement, au point que certains établissements se tournent vers d'autres solutions payantes.

Après une association de parents, c'est le Snes-FSU qui s'alarme « des difficultés de fonctionnement rencontrées lors de l'utilisation du nouvel espace numérique de travail (ENT) », en l'occurrence *Mon Bureau numérique* mis en place à la rentrée par la société Kosmos, dans 634 collèges et lycées de la région Grand Est, et permettant aux familles de suivre en ligne la scolarité de leurs enfants. « L'application n'est toujours pas opérationnelle concernant la gestion des absences », reproche en premier lieu le syndicat, ce qui rend difficile la tâche des CPE (conseillers principaux d'éducation) au quotidien et pose aux établissements un problème de responsabilité légale. Au point que certains se sont tournés vers d'autres solutions – telle *Pronote* –, quitte à les financer sur leurs fonds propres. Des surcoûts dont le Snes-FSU demande qu'ils soient pris en charge par les collectivités. Même s'ils ont été formés, les référents numériques des établissements se sont trouvés dans « le rôle de testeurs d'un produit pas fini », s'agace le syndicat. Sans nier les difficultés, Eric Danion, vice-président de Kosmos, argue que le fonctionnement d'un ENT sur un territoire aussi vaste, soit un million d'utilisateurs avec des pratiques différentes, est « une première en France ».

## Un « saut technologique perturbé »

Un « saut technologique » qui a encore été « perturbé », estime-t-il, par le déploiement simultané d'autres dispositifs : le GAR (groupement d'accès aux ressources pour sécuriser les données), la fédération d'identité (compte unique donnant accès au guichet académique et au portail Scolarité-services de l'Éducation nationale), ainsi qu'une plateforme pédagogique, *Moodle*.

Pour autant, au-delà d'un « nécessaire temps d'adaptation », Eric Danion admet des dysfonctionnements « dans de gros établissements, quand il y a un volume d'absences important à gérer. Mais des groupes de travail avec les trois académies se réunissent et on avance. Il y a beaucoup de conver-



Le nouvel environnement numérique de travail de l'académie de Strasbourg (*Mon bureau numérique*) est victime de bugs depuis la rentrée. PHOTO LALSACE - CATHERINE CHENCINER

gences. » À noter que le module « vie scolaire », optionnel en Lorraine et Champagne-Ardenne, a été imposé aux établissements alsaciens, au motif qu'il existait déjà dans *Entea*, l'ENT précédent. « Les problèmes remontent quasi uniquement d'Alsace », fait valoir Eric Danion, qui s'estime, par ailleurs, soutenu par « beaucoup de profs très satisfaits des services pédagogiques ». En revanche, Kosmos ne voit « pas de sujet » de controverse quant à la gestion des évaluations et des bulletins. Pourtant, le Snes-FSU a soulevé cet autre point. Le syndicat, en effet, alors que les conseils de classe du premier trimestre sont imminents, s'inquiète d'une « future remontée des notes encore hypothétique pour le livret scolaire et Parcoursup ». Aussi complexe soit-elle dans l'ENT, « notre solution est certifiée par le ministère : la réglementation évolue tous les ans », rétorque Eric Danion.

## « Les améliorations sont constantes »

Globalement, « les améliorations sont constantes » et « d'autres sont à venir, progressivement », constate le Sgen-CFDT, après s'être demandé « où est le progrès ». Le rectorat de Strasbourg prend la

question « très au sérieux », en particulier la Dane (délégation académique au numérique pour l'éducation) où un agent s'attache à répondre à ces difficultés.

Mais plus encore, estiment les organisations syndicales, l'Éducation nationale doit exiger que le cahier des charges soit respecté.

## Un diagnostic annoncé

La Région Grand Est, qui est donneuse d'ordres, se dit consciente du problème. « Des progrès ont été faits », rappelle Atissar Hibour, en charge des

lycées et de l'apprentissage, avant d'annoncer « un diagnostic dans les 353 lycées du territoire pour décider de la suite. » Laquelle pourrait effectivement consister à recourir à un autre logiciel, « dans le respect de l'appel d'offres ». L'ENT est certes toujours utilisé par les familles de l'académie, mais moins que l'an dernier. On comptabiliserait ainsi, d'après le Sgen-CFDT, 3 millions de connexions, contre 4,5 millions à la même date en 2017, soit une baisse d'un tiers. ■

Catherine CHENCINER

## UNE PÉTITION AU LYCÉE KOEBERLÉ À SÉLESTAT

Au lycée Koebérle, à Sélestat, une pétition a été lancée le 1<sup>er</sup> novembre dernier par l'intersyndicale SGEN, SNCL et SNEP pour « réclamer pour les collèges et lycées de la région Grand Est des outils numériques adaptés ». Le lycée Koebérle fait partie de la trentaine d'établissements scolaires qui, en Alsace, ont fait le choix d'acquiescer un nouvel espace numérique de travail pour remplacer *Mon Bureau numérique*. « Cette acquisition a été validée lors du dernier conseil d'administration, à la veille des vacances de la Toussaint. Cela coûte un peu plus de 2 200 euros à l'établissement et nous avons présenté lors de ce même CA une motion demandant que la Région prenne en charge les frais, précise Nicolas Logel, professeur membre de l'intersyndicale. Nous n'avons pas eu de réponse pour l'instant. Nous avons en parallèle lancé une pétition en pensant que cela ferait tâche d'huile, mais on est un peu déçu... » La pétition n'a pour l'instant recueilli que 170 signatures. « On la laisse jusqu'à Noël et on la présentera à la Région », promet Nicolas Logel.

F.E.

► [https://www.change.org/o/intersyndicale\\_sgen\\_sncl\\_snes\\_du\\_lycée\\_koebérle\\_2](https://www.change.org/o/intersyndicale_sgen_sncl_snes_du_lycée_koebérle_2)

**CHÂTEAU DE L'ILE**  
AUX PORTES DE STRASBOURG



**CHÂTEAU D'ISENBOURG**  
AU COEUR DE LA ROUTE DES VINS



Magie de Noël

**Offrez la vie de Château**

**Coffret cadeau Gastronomique**  
à partir de 45 € par personne

**Coffret cadeau Bien-être**  
à partir de 87 € par personne

**Coffret cadeau Séjour**  
à partir de 409 € pour 2 personnes

**Chèque-cadeau** à partir de 50 €

SOIRÉES FESTIVES

Un Noël gourmand, un Nouvel an festif, découvrez les animations de fin d'année de nos châteaux sur nos sites internet.

NOS RESTAURANTS

Cadre chaleureux et cuisine raffinée. Restaurants ouverts tous les jours, durant les fêtes, au déjeuner et au dîner. Menu à partir de 30 €

www.chateau-ile.fr - www.isenbourg.fr

Château de l'île, aux portes de Strasbourg, à Ostwald - 03 88 66 85 00  
Château d'Isenbourg, entre Colmar & Mulhouse, à Rouffach - 03 89 78 58 50

LES RENDEZ-VOUS B TO B DE LA PRESSE RÉGIONALE

## TALENTS D'ENTREPRISES

DÉCEMBRE 2018

Services, commerce, industrie, agroalimentaire, entreprises du numérique..., découvrez le palmarès des entreprises alsaciennes par activité.

> Parution  
vendredi 7  
décembre

100 POINTS DE DÉPÔT B TO B • 10 000 ENTREPRISES CIBLÉES • 15 000 EXEMPLAIRES ÉDITÉS

DNA | Créateurs de Magazines